



**AVIGNON**  
**UNIVERSITÉ**

Compte financier  
2019

Rapport de  
l'ordonnateur

Agence comptable – Direction des finances,  
des achats et du contrôle interne

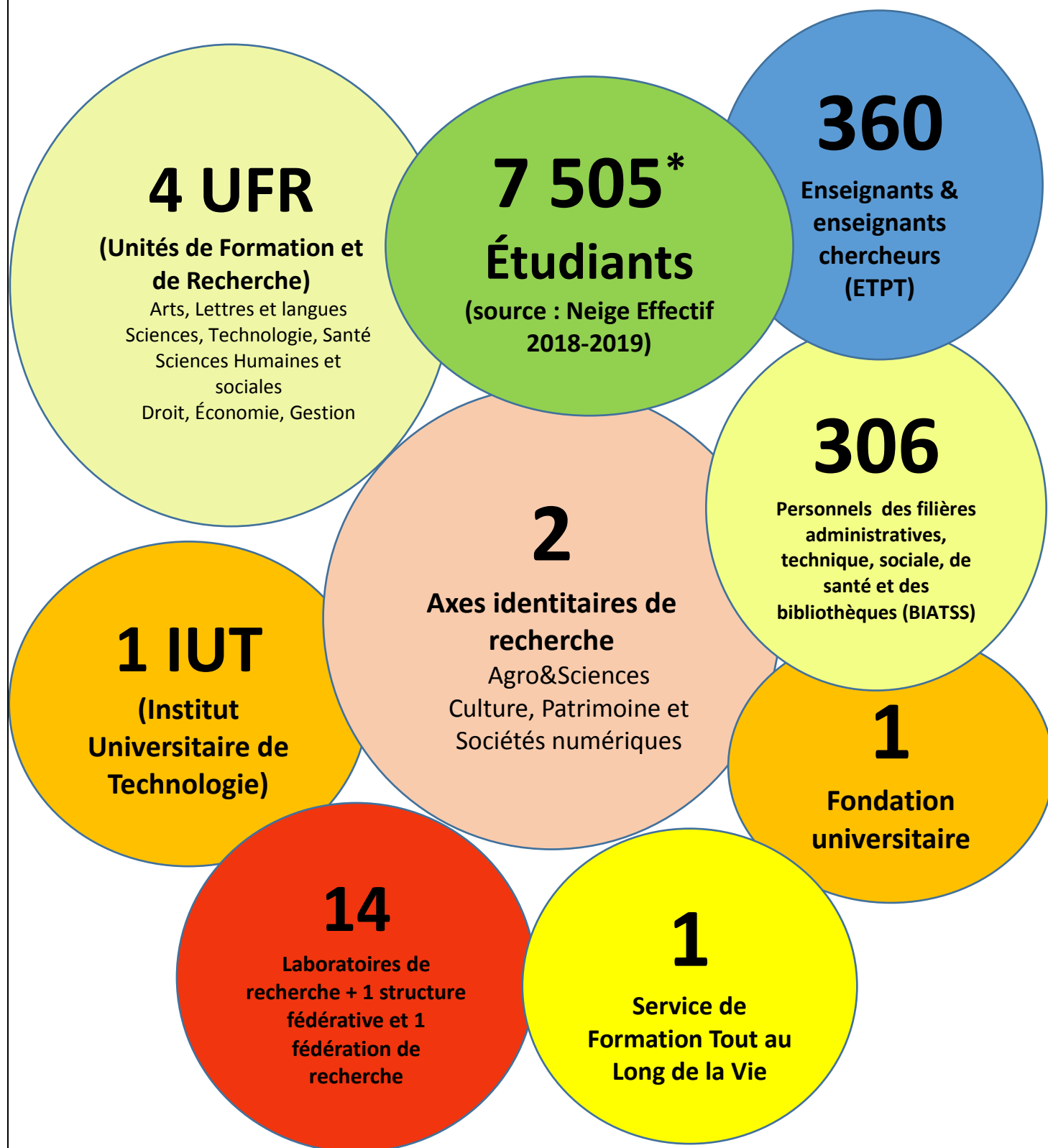
---



## Table des matières

Avignon Université en chiffres .....	4
Faits caractéristiques de l'exercice.....	5
Principaux constats et enseignements.....	7
1 Le fonctionnement (hors prestations internes) .....	8
1.1 Les produits .....	9
1.1.1 Les ressources publiques.....	10
1.1.2 Les ressources propres hors subventions .....	11
1.1.3 La répartition des ressources .....	13
1.2 Les charges .....	14
1.2.1 Les charges de fonctionnement hors personnel .....	15
1.2.1.1 Les achats divers.....	15
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	16
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	18
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes.....	18
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions.....	19
1.2.2 Les charges de personnel .....	19
1.3 Le résultat net comptable et son affectation .....	21
2 L'investissement.....	22
2.1 Les ressources .....	22
2.2 Les emplois .....	22
2.3 La capacité d'autofinancement.....	22
3 Les grands équilibres financiers .....	23
3.1 Le fonds de roulement .....	23
3.2 Le besoin en fonds de roulement.....	23
3.3 La trésorerie .....	24
3.4 Le bilan .....	25
3.5 Le compte de résultat.....	26
3.6 Les soldes intermédiaires de gestion .....	28
4 L'analyse en mode GBCP .....	31
4.1 Les emplois.....	31
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires .....	31
Le taux d'exécution des AE.....	32
Le taux d'exécution des CP.....	33
4.3 Le tableau d'équilibre financier.....	33
5 La fondation universitaire .....	34

## Avignon Université en chiffres



\*incl. formations non diplômantes.

## Faits caractéristiques de l'exercice

### Avignon Université, lauréate de l'appel à projets du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) :

Au cours de l'année 2019, Avignon Université a été pour la 2ème année consécutive lauréate d'un appel à projets du PIA3.

Cette deuxième vague « Écoles universitaires de recherche » (EUR 2) a pour ambition de permettre aux lauréats de renforcer l'impact et l'attractivité internationale de leur recherche et de leurs formations dans un ou plusieurs domaine(s) scientifique(s), par la création d'une ou plusieurs écoles universitaires de recherche qui rassembleront des formations de master et de doctorat ainsi qu'un ou plusieurs laboratoires de recherche de haut niveau. Cette deuxième vague s'adresse aux établissements qui ne sont pas membres d'une initiative d'excellence labellisée IdEx ou ISITE.

L'EUR IMPLANTEUS développée en partenariat avec l'INRA sera conçue pour relever le défi de la production végétale de qualité en Méditerranée à forte valeur nutritionnelle, dans un contexte de changement climatique global.

À compter de l'année 2020, cette réussite générera une dotation décennale de 5 millions d'euros.

### Contribution vie étudiante et vie de campus (CVEC) :

L'article L841-5 de la loi du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants a créé une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention.

Conformément aux circulaires DGFIP/MESRI du 5 décembre 2018 et du 16 janvier 2020, la CVEC enregistrée au cours de l'exercice 2019 correspond au versement de la totalité du produit de l'année universitaire 2018-2019 auquel s'ajoute un premier versement de 50% du montant de l'année universitaire 2019-2020 calculé sur la base des étudiants inscrits en formation initiale au 15 octobre 2019.

Le Conseil d'administration d'Avignon Université en séance du 21 mai 2019 a approuvé la création d'une commission CVEC. Cette commission a pour mission l'élaboration de la programmation annuelle des actions qui seront financées au titre de la CVEC, la sélection des projets ainsi que la réalisation d'un bilan détaillé des actions conduites l'année précédente.

La programmation des actions financées par la CVEC, les projets et le bilan précité sont votés chaque année par le Conseil d'Administration après consultation de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), et transmis au recteur de région académique.

Au total, le produit de la CVEC s'élève en 2019 à 522 872,51 euros.

### Recapitalisation de la société d'accélération du transfert de technologie (SATT) Sud-est

Comme en 2015, Avignon Université - qui détient 2,2% du capital de la SATT Sud-est – a participé en 2019 à l'augmentation de capital de cette société à hauteur de 220 000 euros qui ont été versés en son nom et pour son compte par l'ANR.

Cette augmentation de capital n'a pas modifié la répartition du capital entre actionnaires et a été suivie d'une réduction de capital.

Par application du principe de prudence, l'intégralité des titres de la SATT ont fait l'objet d'une provision.

### Droits différenciés pour les étudiants extra-communautaires

La forte augmentation des droits d'inscription constatée entre 2018 et 2019 est la traduction comptable de l'application des nouveaux tarifs différenciés pour les étudiants extra-communautaires (cf. arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les EPSCP).

À compter de l'année universitaire 2019/2020, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à 2 770 euros et 3 770 euros pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement 170 et 243 euros pour des étudiants nationaux et assimilés).

En mai 2019, l'Université d'Avignon a choisi de mettre en œuvre une politique d'exonération (avis favorable du Conseil académique du 2 mai 2019 suivi d'une approbation du Conseil d'administration en séance du 21 mai 2019) ramenant les droits majorés applicables aux étudiant.e.s assujetti.e.s dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés.

Par conséquent, cette hausse du produit des droits d'inscription (+ 610 k€) doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des charges (+ 576 k€) qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement susmentionnée.

## Principaux constats et enseignements

Le compte financier 2019 affiche un résultat de excédentaire de **2,39 M€**.

L'exercice se caractérise par une hausse des produits de **3,06 M€** due pour une bonne part à une augmentation des subventions de **1,30 M€**. Les ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises connaissent également une hausse significative de **1,12 M€**.

Les charges augmentent moins rapidement que les produits, soit **+ 2,32 M€**.

S'élevant à **46,47 M€**, les charges de personnel<sup>1</sup> représentent **79 %** de l'ensemble des charges. Elles augmentent de **1,10 M€** en 2019, soit **+ 2,4 %**.

Les rémunérations principales et accessoires augmentent de **0,65 M€ (+ 2,6 %)**, les primes et indemnités diminuent de **0,02 M€ (- 0,8 %)**.

Les charges patronales connaissent, quant à elles, une augmentation de **0,53 M€ (+ 2,8 %)**.

Les investissements diminuent de **0,67 M€ (- 30,0 %)**, la construction du laboratoire de mathématiques sur le campus Jean-Henri Fabre ayant pris fin en 2018.

Les subventions d'investissement sont pour l'essentiel constituées de financements reçus ou à recevoir dans le cadre du CPER et de contrats de recherche. Elles sont complétées exceptionnellement en 2019, et suite à un changement de méthode comptable, par une partie des droits d'inscription perçus en 2018 au titre de l'année 2018-2019.

Le fonds de roulement augmente de **2,39 M€** et s'élève à **11,27 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **7,63 M€**. Ce montant représente **50 jours** de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement progresse sensiblement en 2019 pour atteindre **3,17 M€ (+ 0,81 M€)** et couvre donc davantage que la totalité des dépenses d'investissement.

La trésorerie s'élève au 31/12/2019 à **14,8 M€**.

Enfin, le solde budgétaire est positif et s'établit à **3,38 M€**.

---

<sup>1</sup> Depuis 2017, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

## 1 Le fonctionnement (hors prestations internes)

Les tendances de l'exercice 2019 sont sensiblement identiques à celles observées lors de l'exercice précédent. Ainsi, les charges augmentent moins fortement que les produits, contribuant à amplifier un résultat déjà largement excédentaire en 2018.

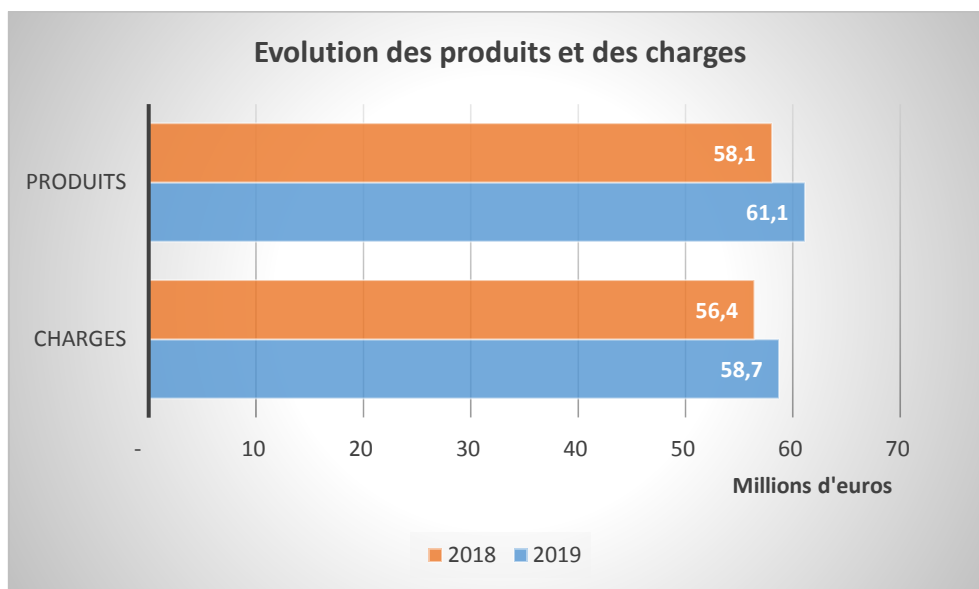


Figure 1

Les charges s'élèvent à **58,72 M€** en 2019 contre **56,40 M€** en 2018, soit une hausse de **2,32 M€**

Les produits passent de **58,05 M€** à **61,11 M€** en 2019, soit une hausse de **3,06 M€**.

Le résultat net comptable progresse de **0,74 M€**, traduction d'une augmentation des produits plus rapide que celle des charges.

Cette progression se répartit de la manière suivante :



## 1.1 Les produits

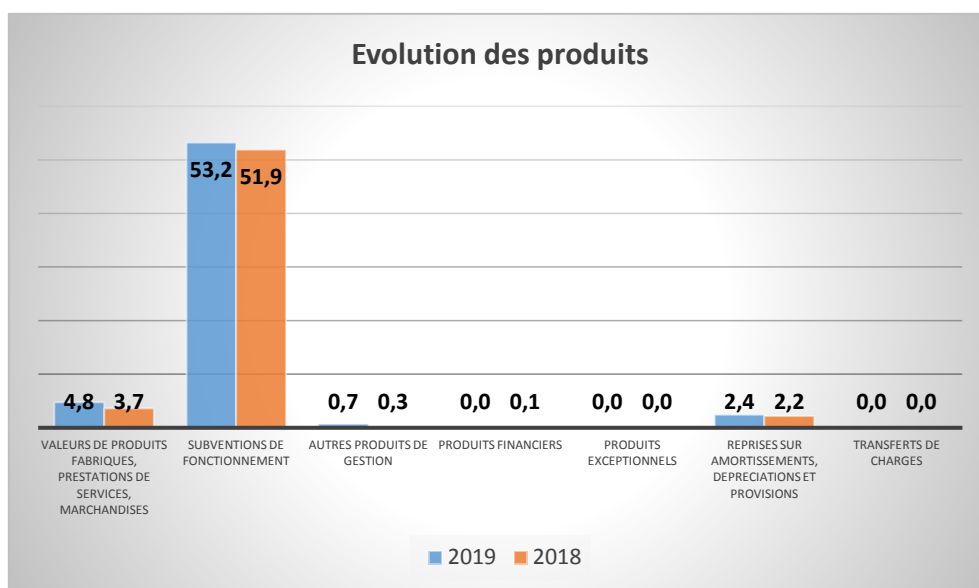


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **61,11 M€**.

Ce chiffre est en augmentation de **5,3 %** par rapport à celui de 2018.

La hausse d'un montant total de **3,06 M€** résulte avant tout de la forte augmentation des subventions (**+ 1,30 M€**) et de la vente de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises (**+1,12 M€**).

Le taux de réalisation des produits :

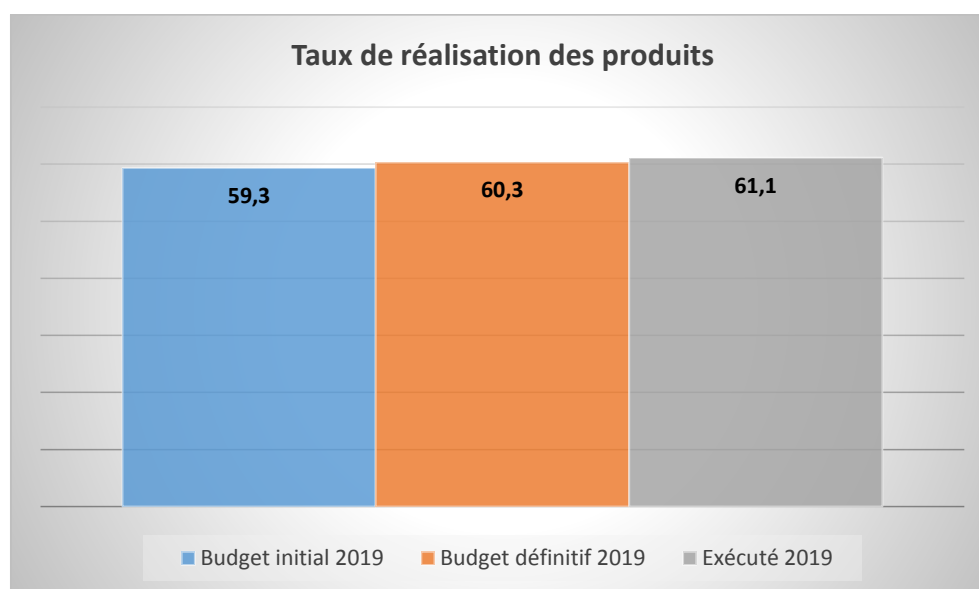


Figure 3

Le taux de réalisation des produits se situe à un niveau élevé (**103,0 %** du budget initial, **101,4 %** du budget définitif), démontrant la prudence des prévisions dès le budget initial,

celles-ci étant élaborées sans que l'établissement ait connaissance de sa subvention pour charges de service public annuelle.

### 1.1.1 Les ressources publiques

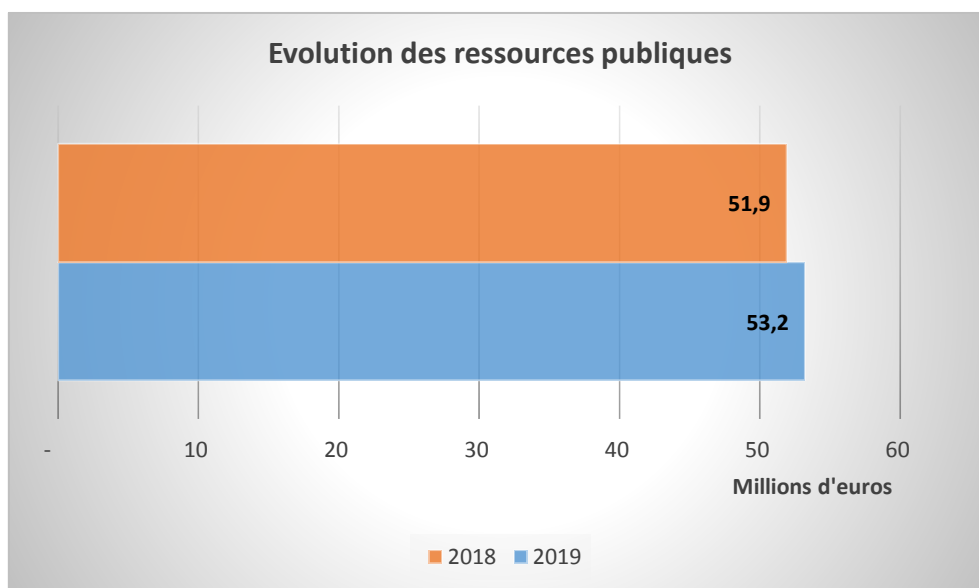


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente plus de **87 %** du total des produits en 2019 (**89 % en 2018**). Ce poste enregistre une hausse en 2019 de **1,30 M€** par rapport à l'exercice précédent soit **+ 2,5 %**.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2019	2018	Écart 2018/2019
Ministère de tutelle	50 063 356	49 549 004	514 352
Ministères hors MESRI	20 500	-	20 500
Organismes publics agissant pour le compte de l'État	810 245	417 603	392 642
Région	660 644	596 973	63 672
Département	24 800	17 000	7 800
ASP	-	1 607	-1 607
Communes et groupements de communes	7 000	3 877	3 123
Union européenne	539 208	465 247	73 961
Organismes internationaux	-	143 229	- 143 229
Autres collectivités et organismes publics	72 083	-34 361	106 445
Dons, legs, mécénat	-	500	- 500
Autres subventions de fonctionnement	1 022 528	760 535	261 993
<b>TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>53 220 365</b>	<b>51 921 214</b>	<b>1 299 150</b>

Figure 5

En 2019, l'augmentation de la subvention pour charge de service public atteint **0,41 M€**.

Elle correspond principalement à une hausse des crédits de masse salariale (**+ 0,53 M€**) destinée principalement à financer diverses mesures prises en faveur de l'établissement au titre de la loi ORE (orientation et réussite des étudiants) et le protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR). Dans le même temps, les crédits de

fonctionnement diminuant de **0,18 M€**, baisse due principalement à la diminution des financements relatifs à la mise en sécurité et à l'accessibilité (opérations immobilières).

Les autres subventions, dans leur globalité, augmentent de **0,89 M€**, cette hausse correspondant principalement à la signature de nouveaux contrats de recherche, notamment avec l'Agence nationale de la recherche.

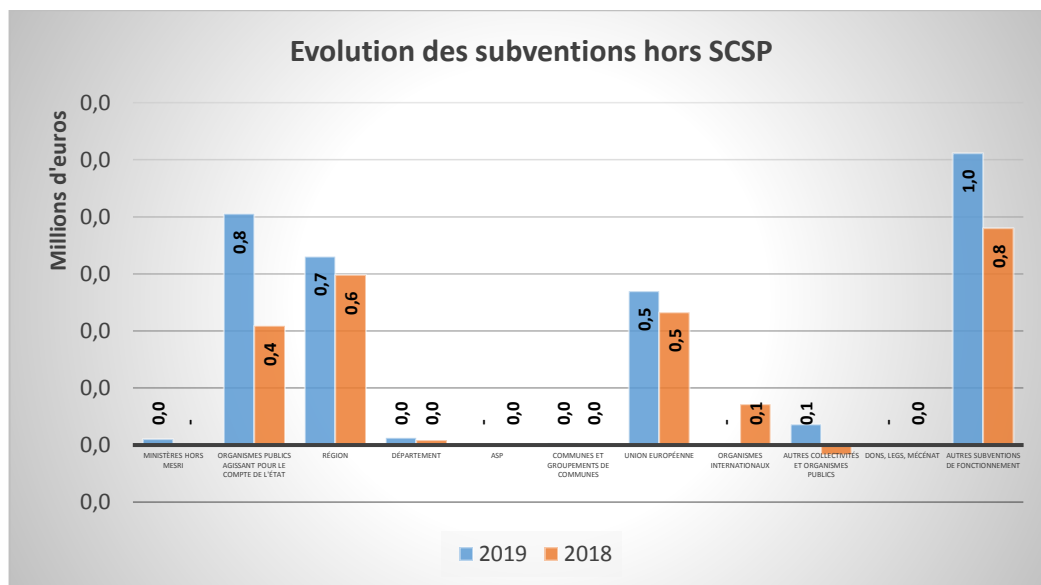


Figure 6

### 1.1.2 Les ressources propres hors subventions

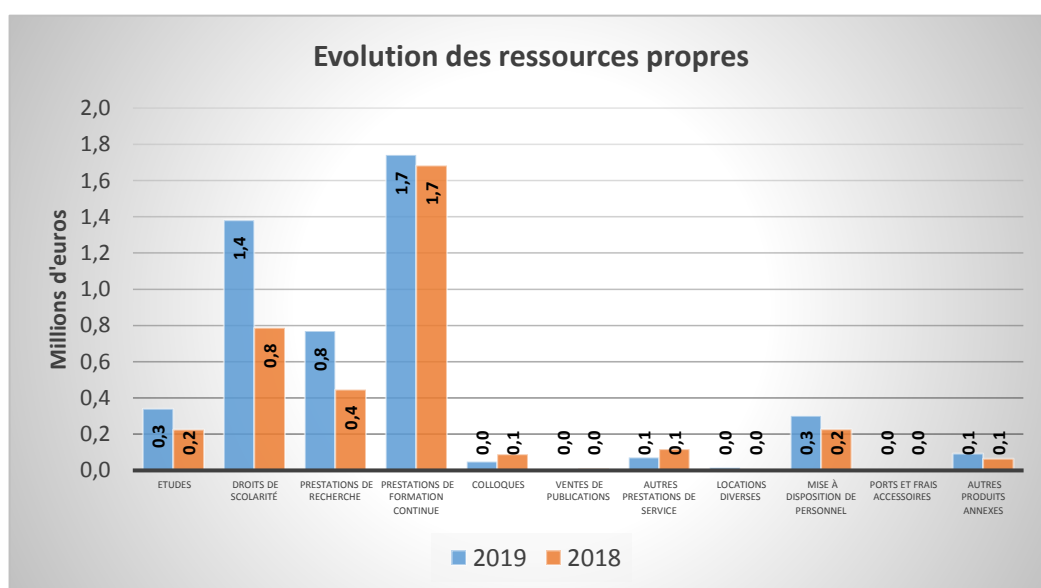


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **4,77 M€** en 2019 contre **3,65 M€** en 2018 et sont principalement constituées de :

- prestations de formations continue (**1,74 M€** contre **1,68 M€** en 2018)

Après plusieurs années de forte progression et l'amorce d'un déclin en 2018, les produits de formation continue accusent une légère remontée pour se situer aux environs d'1,7 millions d'euros.

- droits de scolarité (**1,38 M€** contre **0,79 M€** en 2018)

Ce poste enregistre les droits d'inscription aux diplômes nationaux et locaux. Malgré une stabilité certaine des effectifs d'inscrits, ce poste connaît une forte progression, liée exclusivement à l'augmentation des frais d'inscription dus par les étudiants extra-communautaires. À noter : la politique d'exonération partielle pratiquée à Avignon Université se traduit dans le même temps par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant in fine le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants.

- prestations de recherche (**0,77 M€** contre **0,45 M€** en 2018)

Le développement de l'activité de recherche se traduit par une augmentation très significative des produits dans ce domaine.

- études (**0,34 M€** contre **0,23 M€** en 2018)

Produits également de la recherche, les études ont généré un niveau de produits en hausse sensible par rapport à 2018.

Le ratio ressources propres / produits encaissables<sup>2</sup> est en nette progression, au-delà de **14 %** (**11 %** en 2018).

*À noter : l'aide obtenue au titre des nouveaux cursus universitaires (0,79 M€ par an pendant 10 ans, à compter de 2019) ainsi que la progression - virtuelle – des frais d'inscription et de l'activité de recherche ont permis à l'établissement, dès cette année, de se situer au-delà du seuil d'alerte (13%) défini par le MESRI.*

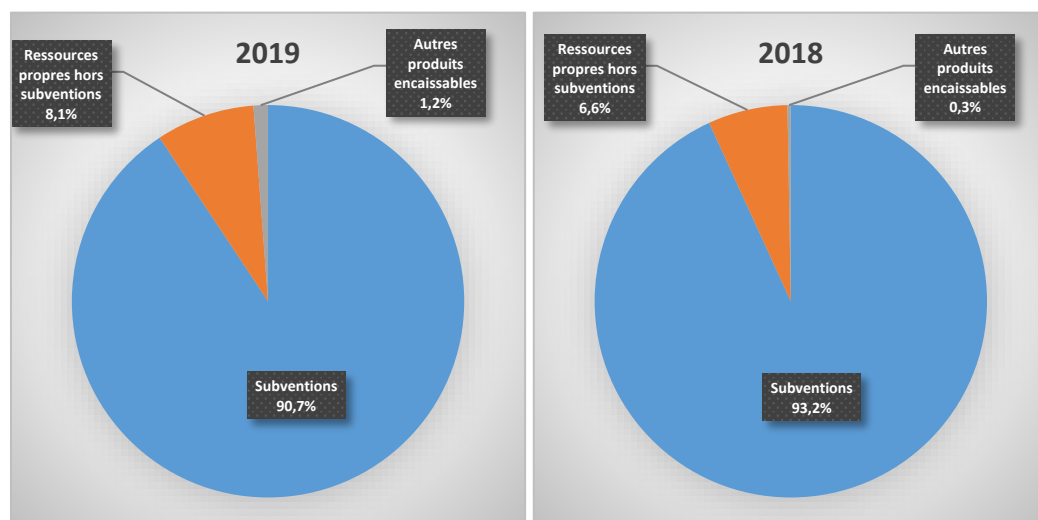
La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Elle reste, en 2019 tout comme en 2018, voisine de **0,20 M€**.

---

<sup>2</sup> Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie.  
Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

### 1.1.3 La répartition des ressources

Figure 8



Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits. Leur taux diminue cependant en 2019, et approchent les 91%.

## 1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **58,7 M€**.

Ce montant est en hausse de **2,32 M€**, par rapport à 2018. Les charges de personnel enregistrent, à elles seules, une hausse de **1,10 M€**, le reste de l'augmentation se répartissant entre les autres charges de gestion (**+ 0,71 M€**), les amortissements (**+ 0,27 M€**) et les autres services extérieurs (**+ 0,25 M€**).

CHARGES	2019	2018	Ecart 2018/2019
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1 736 835	1 801 668	- 64 833
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1 894 575	1 855 011	39 564
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	3 160 855	2 913 719	247 136
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	614 662	590 638	24 024
CHARGES DE PERSONNEL	46 470 724	45 374 400	1 096 324
AUTRES CHARGES DE GESTION	1 536 972	831 072	705 900
CHARGES FINANCIERES	2 422	2 545	- 123
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3 304 718	3 032 487	272 231
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	58 721 763	56 401 540	2 320 223

Figure 9

Les principales évolutions concernent :

**+ 1,10 M€** pour les charges de personnel.

**+ 0,71 M€** pour les 'autres charges de gestion' (bourses, fonds sociaux, annulations de recettes [dont droits d'inscription des étudiants extra-européens], amendes, etc.).

**+ 0,27 M€** pour les amortissements.

**+ 0,25 M€** pour les 'autres services extérieurs' (imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc.).

**+ 0,04 M€** pour les achats de sous-traitance et services extérieurs (maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation).

**- 0,06 M€** pour les achats et approvisionnements.

### Le taux d'exécution des charges

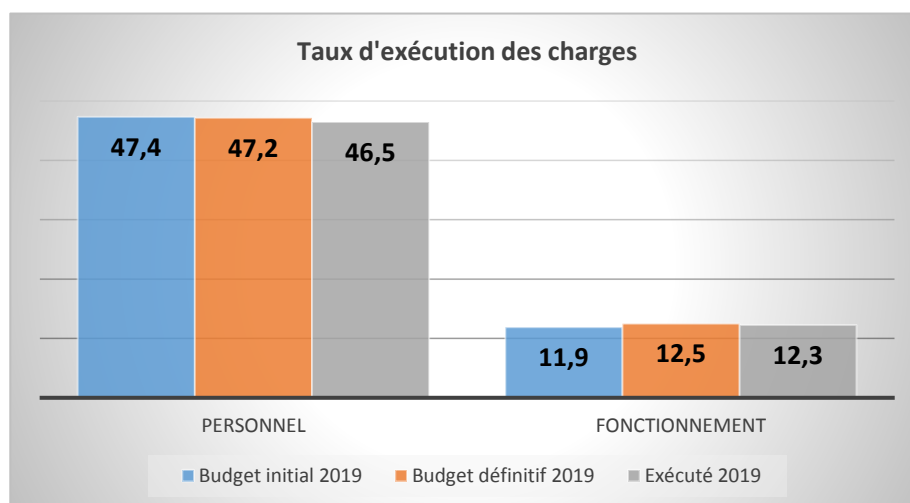


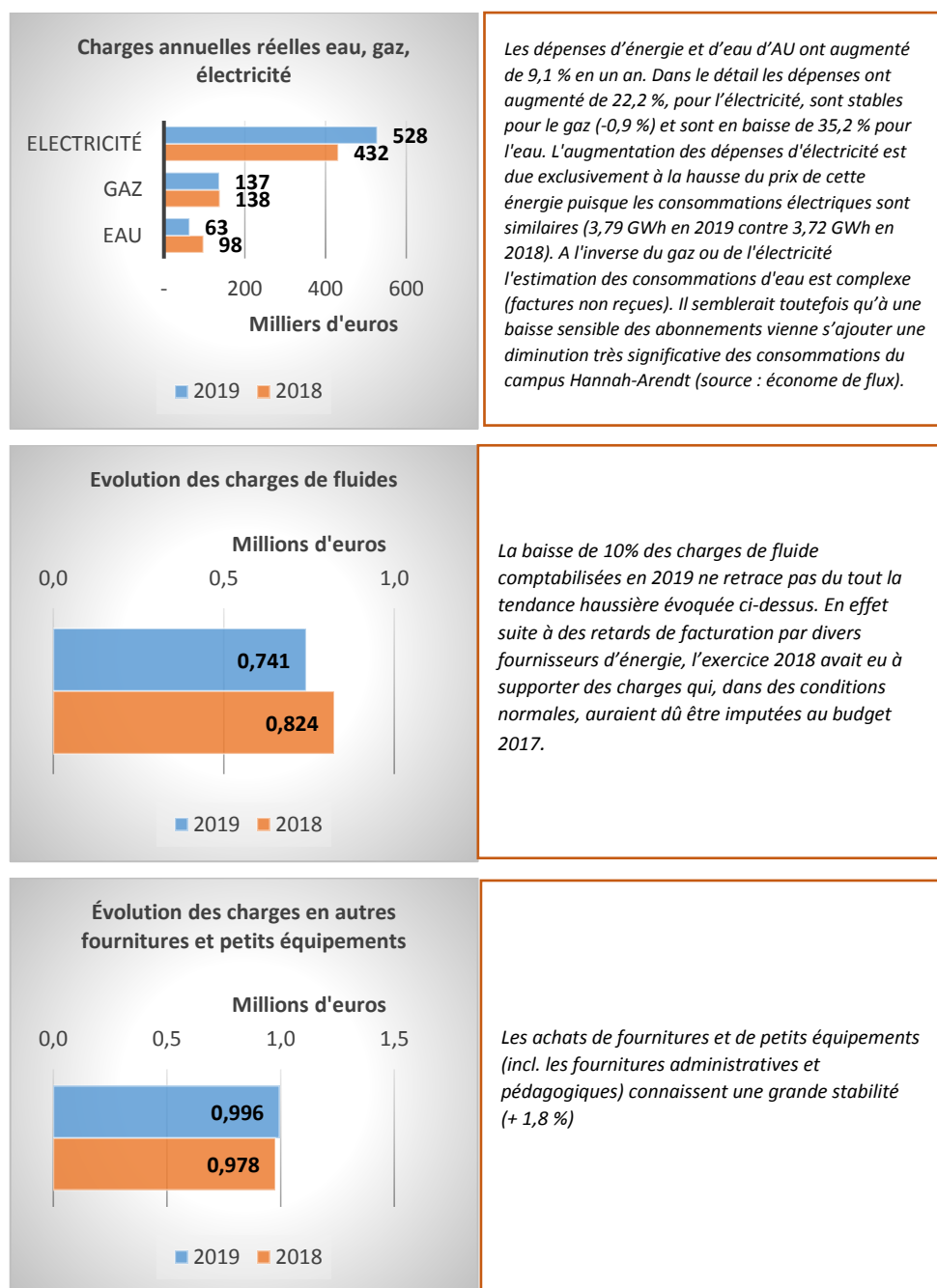
Figure 10

Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**99,1 %** du budget initial, **98,4 %** du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant **98,5 %** en fin d'exercice.

## 1.2.1 Les charges de fonctionnement hors personnel

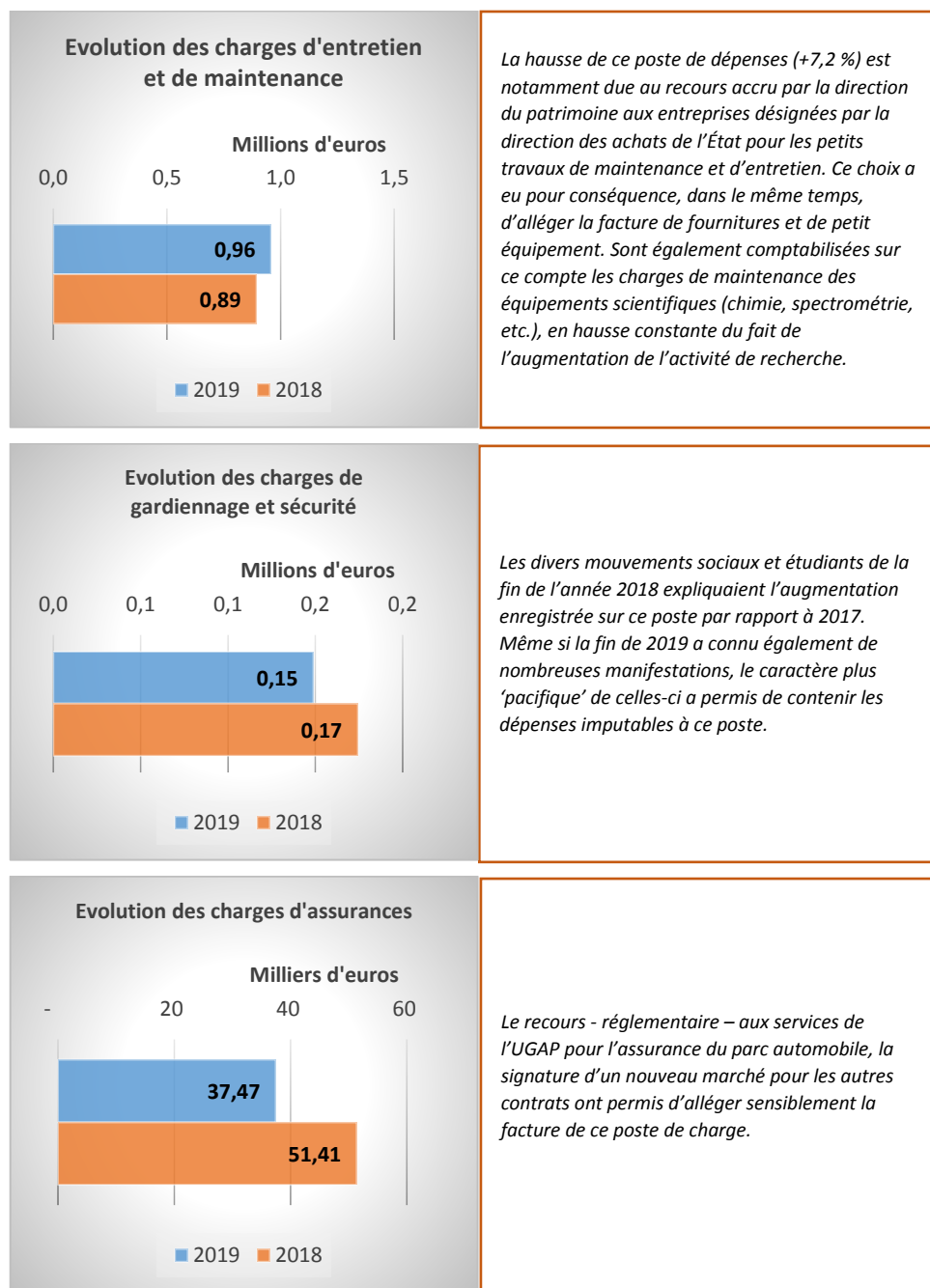
### 1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements.

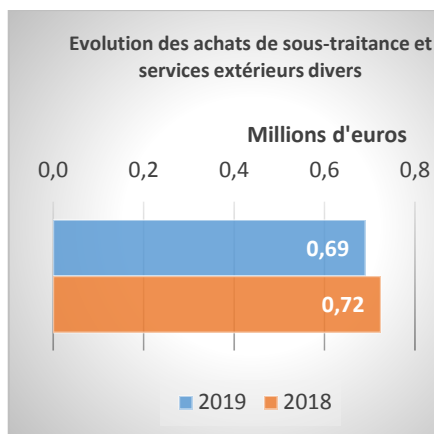


### 1.2.1.2 Les services extérieurs

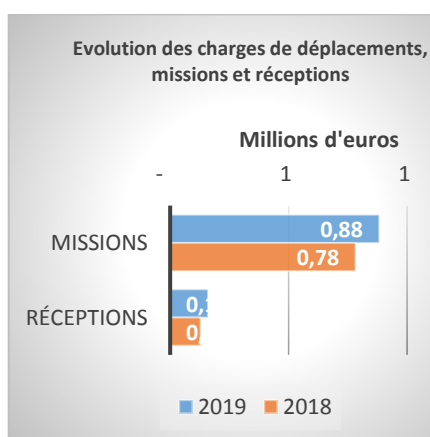
On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.





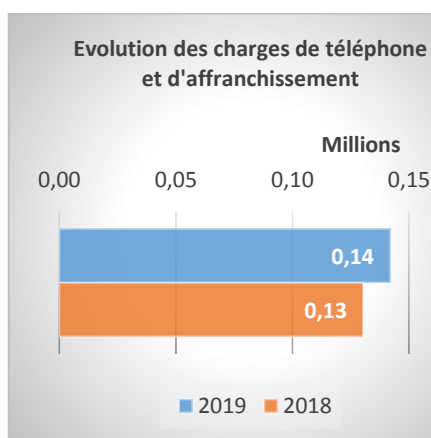


*La plus grande part de la baisse constatée sur ce poste est imputable à la diminution des frais engagés au titre de l'organisation de colloques (- 27 k€ / - 34 k€), ceux-ci ayant été moins nombreux en 2019 qu'en 2018. Les charges de documentation - hors colloques – restent quasi-constantes.*



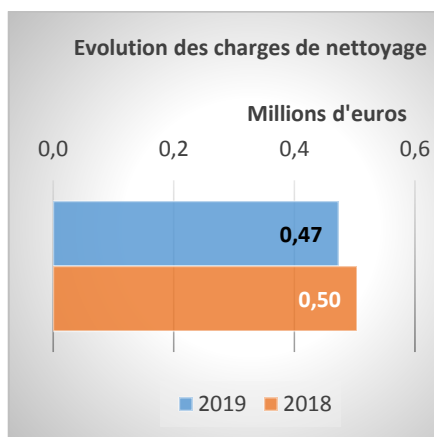
*Alors que les voyages et déplacements réglés directement aux fournisseurs connaissent une légère baisse (233 k€, soit - 16 k€), les missions remboursées aux agents augmentent significativement (480 k€, soit + 63 k€). Il est utile de rappeler ici qu'une partie non négligeable de ces dépenses est financée par le produit de contrats de recherche et qu'elles peuvent donc croître dans les mêmes proportions que l'activité de recherche.*

*Les frais de réception augmentent sensiblement (159 k€, soit + 31 k€), sans toutefois retrouver leur niveau de 2016 (190 k€).*



*Après plusieurs années de baisse, ce poste de dépense repart très légèrement à la hausse.*

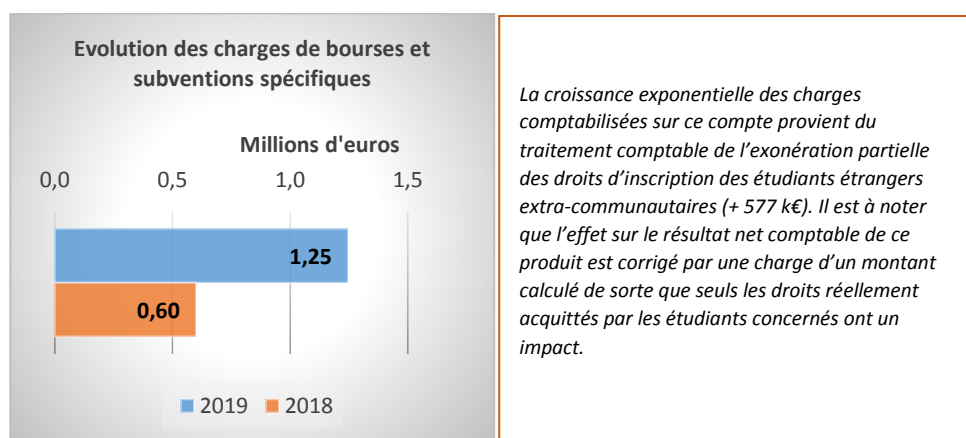
*Les charges d'affranchissement restent très stables (64 k€, soit + 0,4 k€) alors que le coût des abonnements et communications téléphoniques augmente (67 k€, soit + 12 k€).*



*Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du contrat passé avec l'UGAP pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. Elles ne connaissent pas d'évolution significative, la diminution enregistrée sur ce poste provenant du fait qu'une charge imputable normalement à l'exercice 2017 n'avait pu être comptabilisée qu'en 2018.*

### 1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.



### 1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

#### 1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables	2019	2018
Charges décaissables	55 417 045	53 369 053
Produits encaissables	58 688 731	55 727 536
Ratio	94,4%	95,8%

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Les résultats obtenus par AU, en progrès, restent éloignés du seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

#### 1.2.1.4.2 Ratio charges externes / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables	2019	2018
Charges externes	6 792 265	6 570 398
Produits encaissables	58 688 731	55 727 536
Ratio	11,6%	11,8%

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio enregistre une légère baisse sur le dernier exercice et reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

### 1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

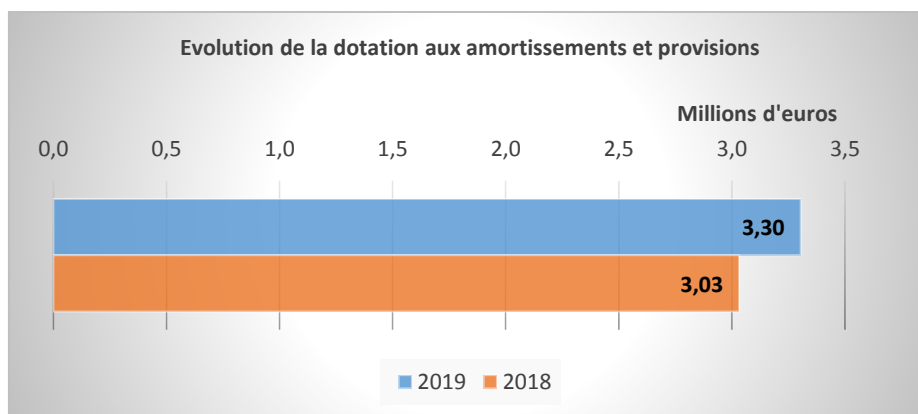


Figure 11

L'effet sur le résultat de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

L'augmentation enregistrée sur ce poste de charge en 2019 provient principalement de la comptabilisation de l'amortissement en une année de la participation d'AU, en sa qualité d'actionnaire, à l'augmentation du capital de la société d'accélération des transferts de technologie (SATT) Sud-est (220 k€). On notera, là encore, que l'impact de cette charge sur le résultat est nul, un produit du même montant étant comptabilisé simultanément.

### 1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **46,47 M€** et progressent de **1,10 M€**, soit **2,4 %** par rapport à 2018, représentant **79 %** des charges.

Comme on le lira plus loin, 2019 enregistre une hausse significative du nombre d'emplois consommés (**de 645 à 666, soit +21 ETPT<sup>3</sup>**). Cette progression se traduit par une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales.

Les dépenses d'heures complémentaires et de vacations (rémunérations accessoires) diminuent légèrement, en revanche, (**1,90 M€** en 2019 contre **2,01 M€** en 2018 pour les heures complémentaires et vacations d'enseignement, **0,26 M€** contre **0,24 M€** pour les autres vacations), soit une baisse de **5,5 %**. Les charges hors paye, sans contribution au FIPHFP<sup>4</sup>, cette année encore, dans la mesure où l'établissement s'approche fortement de l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (ou assimilés), ont connu une baisse notable (de **0,17 à 0,11 M€**, soit - **35 %**) mais

<sup>3</sup> Équivalent temps plein travaillé

<sup>4</sup> Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

conjoncturelle (en 2018 : capital-décès, comptabilisation de dépenses d'action sociale réglementairement imputables à l'enveloppe de fonctionnement).

La hausse des charges de personnel est en partie atténuée par la baisse des sommes provisionnées selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous). Elle est également financée par une augmentation significative des ressources notamment liées aux subventions des projets PIA ainsi qu'aux créations d'emplois et dotations de crédits de la loi ORE.

Charges à payer (CAP)	2019	2018
Congés non pris	522 083	687 872
Comptes épargne temps	315 132	276 370
Prime exceptionnelle		
Revalorisation IFSE année n effet n+1 (BU)		18 000
Heures complémentaires, vacances et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1 302 003	1 300 000
<b>TOTAL CAP</b>	<b>2 139 219</b>	<b>2 282 242</b>

*\*Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise*

Les dépenses nettes de masse salariale<sup>5</sup> représentent **47 244 296 €** en 2019. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **98,9 %** sur un budget de **47 754 938 €**.

Gros plan sur les personnels détachés :

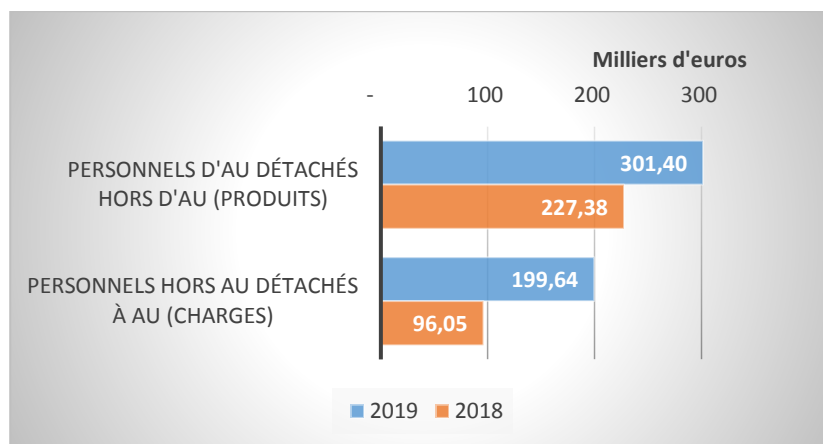


Figure 12

<sup>5</sup> À distinguer des charges de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2019, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2019. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent aux rémunérations pour service fait en 2019, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

### Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Compte tenu de la croissance des ressources propres, ce ratio passe de 82,4 % à 80,5 %, se situant désormais en-deçà du seuil de vigilance arrêté à 82% par le MESRI.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2019	2018
Charges de personnel	47 244 296	45 936 322
Produits encaissables	58 688 731	55 727 536
Ratio	80,5%	82,4%

### 1.3 Le résultat net comptable et son affectation

Le résultat 2019 agrégé s'élève à **2 390 102 €**.

Pour la dixième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU présente un compte de résultat excédentaire, supérieur, tout comme en 2013, 2017 et 2018, à **1,5 M€** et, pour la première fois depuis l'acquisition des responsabilités et compétences élargies à **2 M€**.

La progression entre les deux exercices est de **738 157 €** et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT	
RESULTAT 2018	1 651 945
- Variation des charges courantes	951 668
- Variation des charges d'amortissement	272 231
- Variation des charges de Personnel	1 096 324
Variation des ressources propres	1 512 044
Variation des subventions hors dotation	784 798
Variation de la neutralisation	247 186
Variation de la dotation du Ministère	514 352
RESULTAT 2019	2 390 102

La répartition des résultats par services à comptabilité distincte est la suivante :

REPARTITION DU RESULTAT	
AU BUDGET PRINCIPAL	2 501 132
FONDATION D'AU	- 111 030
<b>RESULTAT 2019</b>	<b>2 390 102</b>

## 2 L'investissement

### 2.1 Les ressources

Le montant des subventions reçues représente en 2019 **0,52 M€**. Ces subventions proviennent principalement de l'État et de ses agences, ainsi que des collectivités territoriales. À noter : une augmentation de capital de la SATT sud-est à hauteur de **0,22 M€** qui ont été versés à AU en son nom et pour son compte par l'ANR (agence nationale de la recherche).

### 2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en baisse, la construction du laboratoire de mathématiques (**1,70 M€**) ayant pris fin en 2018, et s'établit à **1,83 M€ (2,30 M€ en 2018)**.

Outre les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information (**0,35 M€**) et des services techniques (**0,08 M€**), les opérations inscrites au programme pluriannuel d'investissement ont mobilisé une partie importante de ces crédits :

- la sûreté (**0,18 M€**) ;
- la modernisation des systèmes d'information (**0,10 M€**)
- le transfert du LaPEC sur le site d'Agroparc de l'INRA (**0,07 M€**) ;
- l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents : (**0,07 M€**) ;
- les dernières factures dues au titre de la construction du laboratoire de mathématiques sur le campus Jean-Henri-Henri Fabre (**0,04 M€**) ;
- le réaménagement des espaces de travail (**0,02 M€**) ;
- l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (**0,02 M€**) ;
- l'adaptabilité des locaux aux personnes handicapées (**0,01 M€**) ;

Des équipements pour les laboratoires de recherche (**0,36 M€**), pour l'IUT (**0,12 M€**), pour l'UFR sciences (**0,08 M€**) et pour la mission d'appui à la pédagogie universitaire et innovante (**0,03 M€**) ont également été acquis en 2019.

### 2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Pour la dixième fois depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU dégage une capacité d'autofinancement ; celle-ci est supérieure, pour la cinquième fois, à **2 M€** et pour la première fois à **3 M€**.

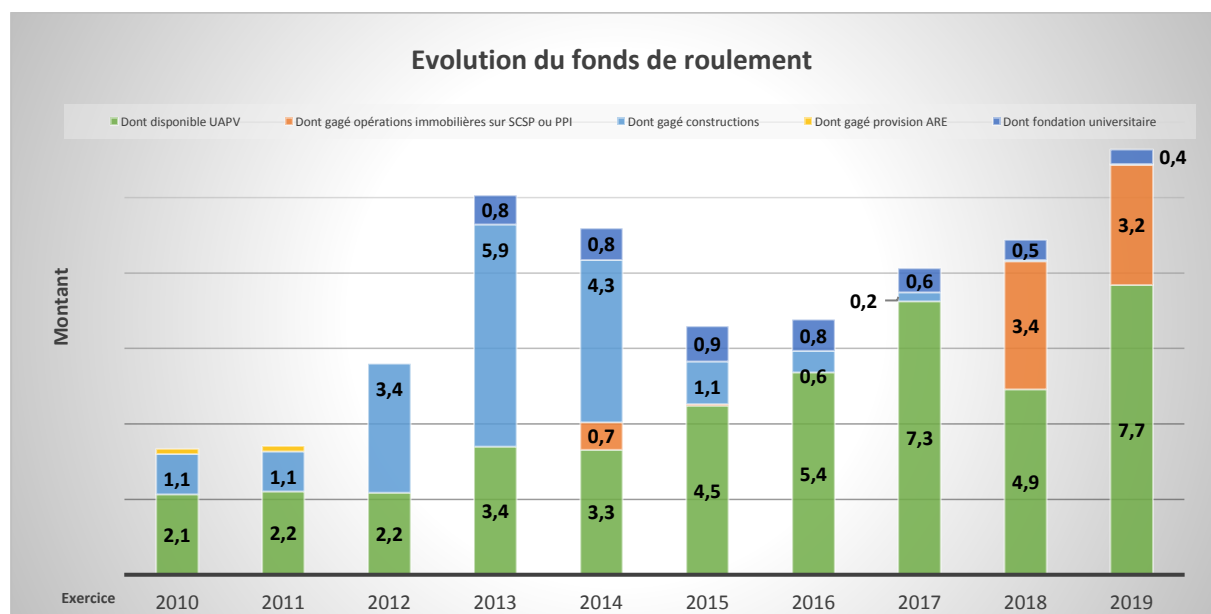
En progression de **0,81 M€**, elle s'élève à **3,17 M€** et couvre davantage que la totalité des investissements de l'année, permettant ainsi d'abonder le fonds de roulement.

### 3 Les grands équilibres financiers

#### 3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement augmente de **2,39 M€** et s'élève à **11,27 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **7,63 M€**. Ce montant représente **50 jours de fonctionnement**.



#### 3.2 Le besoin en fonds de roulement

	Réalisé
Variation du fonds de roulement : abondement	2 389 691
Variation du besoin en fonds de roulement	- 837 941
Variation de la trésorerie : abondement	3 227 632
Niveau du fonds de roulement	11 272 585
Niveau du besoin en fonds de roulement	- 3 536 025
Niveau de la trésorerie	14 808 610

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement en assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Après avoir été positif en 2016 principalement parce que deux des principaux contributeurs au financement de la construction de l'UFR STS étaient encore redevables du solde de leur participation (plus de 2 M€), il est redevenu normalement négatif en 2018 et continue de l'être depuis.

### 3.3 La trésorerie

Tableau des flux de trésorerie en k€	2019	2018
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		
<b>Encaissements</b>	<b>59 519</b>	<b>56 347</b>
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	54 444	52 345
Produits AVEC contrepartie directe	5 075	4 002
<b>Décaissements</b>	<b>54 615</b>	<b>52 708</b>
Charges de fonctionnement	54 615	52 708
Charges de personnel	47 243	45 962
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	7 083	6 515
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	290	231
<b>Total (I)</b>	<b>4 904</b>	<b>3 639</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
<b>Encaissements</b>	<b>30</b>	<b>-</b>
Cessions d'immobilisations incorporelles	27	-
Cessions d'immobilisations corporelles	3	-
Cessions d'immobilisations financières	-	-
Autres opérations	-	-
<b>Décaissements</b>	<b>1 552</b>	<b>2 345</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	131	56
Acquisitions d'immobilisations corporelles	1 421	2 288
Acquisitions d'immobilisations financières	-	1
Autres opérations	0	-
<b>Total (II)</b>	<b>-1 522</b>	<b>-2 345</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
<b>Encaissements</b>	<b>3</b>	<b>-</b>
Dotations en capitaux propres	-	-
Émissions d'emprunts	-	-
Autres opérations	3	-
<b>Décaissements</b>	<b>3</b>	<b>-</b>
Remboursements d'emprunts	-	-
Autres opérations	3	-
<b>Total (III)</b>	<b>0</b>	<b>-</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers</b>		
<b>Encaissements</b>	<b>449</b>	<b>822</b>
<b>Décaissements</b>	<b>604</b>	<b>680</b>
<b>Total (IV)</b>	<b>-155</b>	<b>142</b>
<b>Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)</b>	<b>3 228</b>	<b>1 436</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture</b>	<b>11 581</b>	<b>10 145</b>
<b>Trésorerie à la clôture</b>	<b>14 809</b>	<b>11 581</b>

Le montant de la trésorerie s'élève à **14,81 M€** au 31 décembre 2019 avec un volume moyen qui s'établit à hauteur de **19,98 M€**.



La trésorerie au 31 décembre 2019 représente **96 jours** de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables).

Les variations significatives de la trésorerie sont liées aux versements trimestriels de la subvention pour charges de service public (SCSP).

La SCSP versée en 2019 s'élève à **50,06 M€** soit **85 %** des produits encaissables.

La variation positive de trésorerie constatée entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2019 représente **3,23 M€**.

### 3.4 Le bilan

BILAN - Version agrégée (En Euros)					Exercice :			2019
Actif	Brut	Amorti/Dépréc.	2019	2018	Passif	2019	2018	2018
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					<b>FONDS PROPRES</b>			<b>Pro forma</b>
Immobilisations incorporelles	622 414	441 614	180 800	131 245	Financements reçus			
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par l'Etat	30 295 625	31 741 110	31 741 110
Terrains	8 095 886	1 119	8 094 767	8 095 483	Financement de l'actif par des tiers	10 240 018	10 553 753	10 553 753
Constructions	48 019 160	14 427 942	33 591 217	35 469 750	Fonds propres des fondations	250 000	300 000	300 000
Installations techniques matériel, outil	7 160 716	5 208 059	1 952 657	1 972 388	Ecart de réévaluation			
Collections	1 403	-	1 403	1 473	Réserves	6 854 593	6 854 593	6 854 593
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	7 086 090	4 981 154	5 429 555
Autres immobilisations corpor.	7 519 248	5 587 937	1 931 311	1 627 948	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 390 102	1 651 945	1 656 535
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées			
Immobilisations corporelles en cours	149 956	-	149 956	56 964				
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-				
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-				
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-				
Immobilisations financières	414 319	387 330	26 989	34 823				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>71 983 102</b>	<b>26 054 001</b>	<b>45 929 100</b>	<b>47 390 074</b>	<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>57 116 427</b>	<b>56 082 555</b>	<b>56 535 546</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Stocks	-	-	-	-	Provisions pour risques	57 898	128 596	128 596
Créances					Provisions pour charges	-	-	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 327 334	-	1 327 334	1 685 754				
	1 282 263	27 360		1 144 215				
Créances clients et comptes rattachés			1 254 903					
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-							
Avances et acptes versés sur commande	-				<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-							
Créances sur les autres débiteurs	49 639		49 639	75 264	<b>DETtes NON FINANCIERES</b>			
Charges constatés d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	93 909	-	93 909	76 490	Dettes fournisseurs et cptes rattachés	779 645	487 479	487 479
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESOR)</b>	<b>2 753 146</b>	<b>27 360</b>	<b>2 725 786</b>	<b>2 981 722</b>	Dettes fiscales et sociales	2 181 815	2 282 242	2 282 242
<b>TRESORERIE</b>					Avances et acomptes reçus	2 877 998	1 826 805	1 826 805
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	98 280	124 480	124 480
Disponibilités	14 808 610		14 808 610	11 581 482	Autres dettes non financières	54 958	111 749	111 749
Autres	-		-	-	Produits constatés d'avance	296 475	908 869	455 878
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>14 808 610</b>	-	<b>14 808 610</b>	<b>11 581 482</b>	<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES</b>	<b>6 289 170</b>	<b>5 741 624</b>	<b>5 288 633</b>
Comptes de régularisation	-		-	-	<b>TRESORERIE</b>			
Ecart de conversion Actif	-		-	-	Autres éléments de trésorerie passive	-	504	504
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>89 544 857</b>	<b>26 081 361</b>	<b>63 463 496</b>	<b>61 953 279</b>	<b>TOTAL TRESORERIE</b>	-	<b>504</b>	<b>504</b>
					Comptes de régularisation	-	-	-
					Ecart de conversion Passif	-	-	-
					<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>63 463 496</b>	<b>61 953 279</b>	<b>61 953 279</b>

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 29/12/2017

#### Calcul du Fonds de roulement

Par le haut de bilan	Classe 1	57 174 325	Par le bas de bilan	Classe 4	2 725 786	6 289 170
	Comptes 491 + 496	27 360		Comptes 491 + 496		27 360
	Classe 2	45 929 100		Classe 5	14 808 610	
	<b>FDR</b>	<b>11 272 585</b>		<b>FDR</b>	<b>11 272 585</b>	

- 0,01

#### Calcul du Fonds de roulement n-1

Par le haut de bilan	Classe 1	56 211 151	Par le bas de bilan	Classe 4	2 981 722	5 741 624
	Comptes 491 + 496	61 818		Comptes 491 + 496		61 818
	Classe 2	47 390 074		Classe 5	11 580 978	
	<b>FDR</b>	<b>8 882 894</b>		<b>FDR</b>	<b>8 882 894</b>	

Variation du Fonds de Roulement  
Variation de Trésorerie

2 389 691  
3 227 632

## 3.5 Le compte de résultat

### Compte de résultat 2019 - version agrégée

Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 29/12/2017

	Comptes utilisés	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2018	Variation en % 2018/2019	Variation en euros 2018/2019
<b>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>Pro forma</b>		
Achats	601*, 602*, 607, 608, 6091, 6092, 6097	9 589	6 593	6 593	45%	2 996
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	603*, 604*, 605*, 606*, 6094, 6095, 6096, 6098, 61*, 62*	6 782 676	6 563 805	6 563 805	3%	218 871
			-	-		
Charges de personnel			-	-		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	641*	27 537 706	26 911 807	26 911 807	2%	625 900
Charges sociales	645*	18 778 908	18 251 341	18 251 341	3%	527 567
		-	-	-		
Intéressement et participation	Subdivision du 648 dédiée à l'intéressement, 691	-	-	-		
Autres charges de personnel	647*, 648 (hors subdivision du 648 dédiée à l'intéressement), 649	154 110	211 252	211 252	-27%	57 142
			-	-		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	63*, 65*, (hors 656* et 6573*)	1 861 672	1 190 718	1 190 718	56%	670 954
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	68*(hors 686*), 656	3 084 718	3 032 487	3 032 487	2%	52 231
			-	-		
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>58 209 380</b>	<b>56 168 004</b>	<b>56 168 004</b>	<b>4%</b>	<b>2 041 376</b>
<b>CHARGES D'INTERVENTION</b>						
Dispositif d'intervention pour compte propre						
Transfert aux ménages	65731	289 961	230 992	230 992	26%	58 970
Transfert aux entreprises	65732	-	-	-		
Transfert aux collectivités territoriales	65733	-	-	-		
Transfert aux autres collectivités	65734	-	-	-		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	paramétrage spécifique à l'entité					
Dotations aux provisions et dépréciations	paramétrage spécifique à l'entité					
<b>TOTAL CHARGES INTERVENTION</b>		<b>289 961</b>	<b>230 992</b>	<b>230 992</b>	<b>26%</b>	<b>58 970</b>
Engagements réalisés sur fonds dédiés (Fondations)	689*					
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION</b>		<b>58 499 341</b>	<b>56 398 995</b>	<b>56 398 995</b>	<b>4%</b>	<b>2 100 346</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Charges d'intérêt	661*					
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	667					
Pertes de change	666	245	344	344	-29%	100
Autres charges financières	664, 665, 668*	2 177	2 201	2 201	-1%	24
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	686*	220 000	-	-	100%	
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>		<b>222 422</b>	<b>2 545</b>	<b>2 545</b>	<b>8640%</b>	<b>219 877</b>
Impôt sur les sociétés	695, 699					
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>58 721 763</b>	<b>56 401 540</b>	<b>56 401 540</b>	<b>4%</b>	<b>2 320 223</b>

PRODUITS - En euros	Comptes utilisés	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2018	Variation en % 2018/2019	Variation en euros 2018/2019
<b>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>Pro forma</b>		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		53 743 237	51 921 214	51 921 214	4%	1 822 023
Subventions pour charges de service public	7411	50 063 356	49 549 004	49 549 004	1%	514 352
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	741* (hors 7411), 744*, 745, 748* (hors 7481) et 7482	2 954 004	2 181 218	2 181 218	35%	772 786
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	7573*	-	-	-		
Dons et legs	746	-	500	500	-	500
Produits de la fiscalité affectée	73, 7481, 7482, 7571 + paramétrage technique	725 877	190 493	190 493	281%	535 385
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		4 930 395	3 903 821	3 908 412	26%	1 026 574
Vente de biens ou prestations de services	70*	4 770 762	3 653 254	3 657 844	31%	1 117 508
Produits de cession d'éléments d'actif	756	50 129	-	-		
Autres produits de gestion	75* (hors 756, 7571 et 7573*)	109 504	250 568	250 568	-56%	141 063
Production stockée et immobilisée	71*, 72*	-	-	-		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	paramétrage spécifique à l'entité	-	-	-		
<b>Autres produits</b>		<b>2 217 936</b>	<b>2 175 949</b>	<b>2 175 949</b>	<b>2%</b>	<b>41 987</b>
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	7811, 7815, 7816, 7817, 784*, 791	159 246	131 031	131 031	22%	28 216
Reprises du financement rattaché à un actif	7813	2 058 689	2 044 918	2 044 918	1%	13 771
<b>Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)</b>	<b>789*</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>60 891 568</b>	<b>58 000 985</b>	<b>58 005 575</b>	<b>5%</b>	<b>2 890 584</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
Produits des participations et des prêts	761*, 762*	-	-	-		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	paramétrage spécifique à l'entité	-	-	-		
Intérêts sur créances non immobilisées	763*	-	-	-		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	764, 765	-	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	767	-	-	-		
Gain de change	766	297	1 472	1 472	-80%	1 176
Autres produits financiers	768*	-	51 028	51 028	-100%	51 028
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	786*, 796	220 000	-	-		
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>220 297</b>	<b>52 500</b>	<b>52 500</b>	<b>320%</b>	<b>167 796</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>61 111 865</b>	<b>58 053 485</b>	<b>58 058 075</b>	<b>5%</b>	<b>3 058 380</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>		<b>2 390 102</b>	<b>1 651 945</b>	<b>1 656 535</b>	<b>45%</b>	<b>738 157</b>

### 3.6 Les soldes intermédiaires de gestion

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	Variation % 2019/2018	2017
<b>+ Ventes et prestations de services (C.A.)</b>	<b>4 770 762</b>	<b>3 653 254</b>	<b>30,59%</b>	<b>3 949 769</b>
<u>dont :</u>				
. droits	760 077	787 493	-3,48%	756 500
. prestations de recherche	769 966	445 637	72,78%	669 345
. prestations et travaux informatiques		0		
. formation continue	1 741 942	1 683 508	3,47%	2 001 988
. autres prestations de service	72 446	443 494	-83,66%	43 569
. produit des activités annexes	408 185	293 122	39,25%	255 539
<b>+ Production stockée</b>		<b>0</b>		
<b>+ Production immobilisée</b>		<b>0</b>		
<b>- Achats</b>	<b>1 736 835</b>	<b>1 801 668</b>	<b>-3,60%</b>	<b>1 502 433</b>
<u>dont :</u>				
. fournitures non stockables de fluides, eau, énergie	741 272	823 974	-10,04%	542 522
. fournitures et mat. enseign. et recherche non immob.	463 861	413 794	12,10%	346 973
<b>- Services extérieurs</b>	<b>1 894 575</b>	<b>1 855 011</b>	<b>2,13%</b>	<b>1 689 865</b>
<u>dont :</u>				
. travaux d'entretien et de réparations	958 569	894 575	7,15%	729 663
<b>- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)</b>	<b>2 961 212</b>	<b>2 817 673</b>	<b>5,09%</b>	<b>2 616 247</b>
<u>dont :</u>				
. contrats de nettoyage	473 361	504 301	-6,14%	412 931
<b>= VALEUR AJOUTEE</b>	<b>-1 821 861</b>	<b>-2 821 099</b>	<b>-6,14%</b>	<b>-1 858 776</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>-1 821 861</b>	<b>-2 821 099</b>	<b>-35,42%</b>	<b>-1 858 776</b>
<b>+ Subventions d'exploitation Etat</b>	<b>50 894 101</b>	<b>49 966 607</b>	<b>1,86%</b>	<b>49 181 018</b>
<u>dont :</u>				
. Ministère de tutelle - SCSP	50 063 356	49 549 004	1,04%	48 774 383
. Ministère de tutelle - Recherche	20 500	0		96 722
<b>+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et Organismes Internationaux</b>	<b>1 303 736</b>	<b>1 193 572</b>	<b>9,23%</b>	<b>959 153</b>
<u>dont :</u>				
. subventions Collectivités Publiques (Rég., Dépt, autres)	692 444	617 850	12,07%	675 615
. ASP (Agence de Services et de Paiement)	0	1 607	-100,00%	6 055
. subventions Union Européenne et Organismes Internat.	539 208	608 476	-11,38%	96 400
<b>+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation</b>	<b>1 022 528</b>	<b>761 035</b>	<b>34,36%</b>	<b>545 028</b>
<u>dont :</u>				
. taxe d'apprentissage	203 005	190 493	6,57%	190 555
<b>- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)</b>	<b>46 670 367</b>	<b>45 470 445</b>	<b>2,64%</b>	<b>45 423 381</b>
<u>dont :</u>				
. personnel extérieur	199 642	96 045	107,86%	90 988
<b>- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations</b>	<b>598 887</b>	<b>555 132</b>	<b>7,88%</b>	<b>480 656</b>
<b>- Autres impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>15 775</b>	<b>35 506</b>	<b>-55,57%</b>	<b>6 475</b>
<b>= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION</b>	<b>4 113 475</b>	<b>3 039 032</b>	<b>35,35%</b>	<b>2 915 910</b>

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2019	2018	Variation % 2019/2018	2017
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	4 113 475	3 039 032	35,35%	2 915 910
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 203 134	2 175 949	1,25%	2 090 980
+ Transfert de charges d'exploitation	14 802	0		0
+ Autres produits	632 506	100 568	528,94%	138 224
- Autres charges	1 536 972	831 072	84,94%	745 899
- Dotations aux amortissements et provisions	3 084 718	3 032 487	1,72%	3 026 903
+ Quote-part des apports virée au compte de résultat	50 000	150 000	-66,67%	150 000
+ Produits issus de la neutralisation des Amortissements	0	0		0
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	0	0		0
<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>2 392 227</b>	<b>1 601 989</b>	<b>49,33%</b>	<b>1 522 313</b>
Résultat d'exploitation	2 392 227	1 601 989	49,33%	1 522 313
+ Produits financiers	220 297	52 500	319,61%	2 881
dont :				
. reprises sur provisions	220 000	0		0
. transferts de charges financières		0		0
- Charges financières	222 422	2 545	8640,03%	1 966
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions	220 000	0		0
<b>= RESULTAT COURANT</b>	<b>2 390 102</b>	<b>1 651 945</b>	<b>44,68%</b>	<b>1 523 227</b>
Résultat courant	2 390 102	1 651 945	44,68%	1 523 227
+ Résultat exceptionnel		0		0
<b>= RESULTAT NET COMPTABLE (bénéfice ou perte)</b>	<b>2 390 102</b>	<b>1 651 945</b>	<b>44,68%</b>	<b>1 523 227</b>
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés		0		
<b>= RESULTAT NET après impôts (bénéfice ou perte)</b>	<b>2 390 102</b>	<b>1 651 945</b>	<b>44,68%</b>	<b>1 523 227</b>

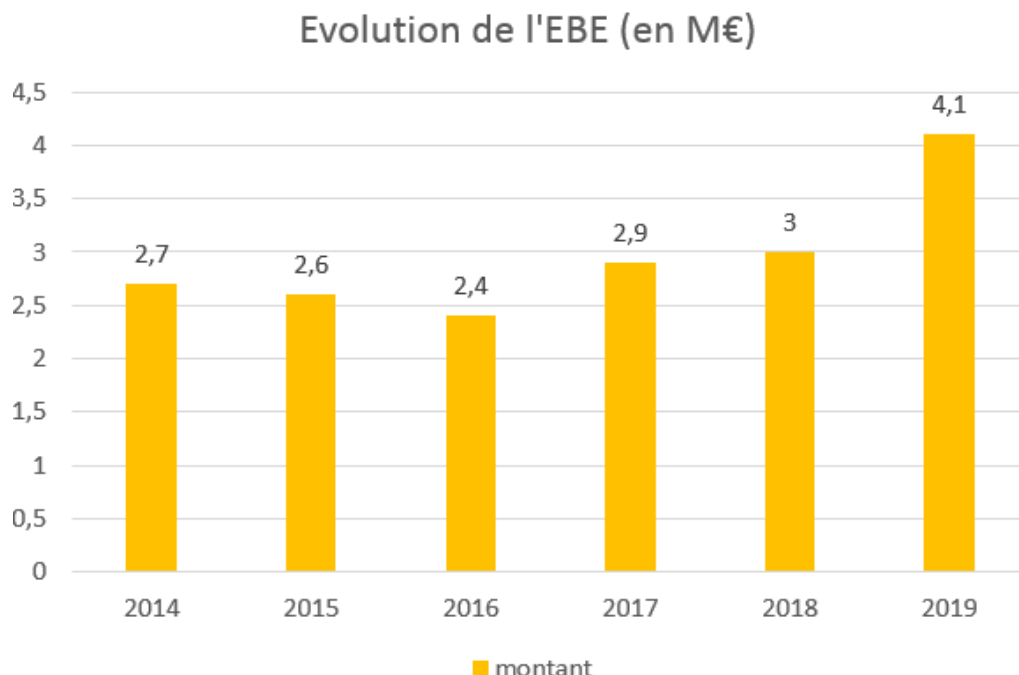
En comptabilité, la **valeur ajoutée (VA)** est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise. Dans le cadre des activités d'un EPSCP, ce ratio n'a de sens qu'après correction des subventions. Ce ratio permet de mesurer la « richesse » créée par l'EPSCP à partir de ses ressources (toutes les ressources moins toutes les dépenses de fonctionnement hors paye).

**L'excédent brut d'exploitation (EBE) :** c'est ce qui reste de la « richesse » citée plus haut quand on a payé les rémunérations. L'EBE se décompose comme suit :

- **les produits :** la quasi-totalité des produits est issue de subventions versées par l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux. La Subvention pour Charges de Service Public versée trimestriellement par l'État (**50,06 M€**) représente à elle seule 96% du total des subventions. À cela, il convient d'ajouter le produit de la taxe d'apprentissage (**203 k€**).
- **les charges d'exploitation** sont composées principalement des dépenses de personnel (**46,67 M€**).

Cet indicateur permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante. Un déficit peut constituer une alerte.

En 2019, le montant de l'EBE s'élève à **4,1 M€**, soit une hausse de **35,4 %** par rapport à 2018.



**Le résultat d'exploitation** traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement. Il correspond au résultat de l'activité normale et courante. Les mouvements significatifs sont liés au calcul de l'amortissement (**3 084 k€**) et de la reprise sur amortissement (**2 203 k€**).

**Le résultat courant** correspond au résultat d'exploitation corrigé des produits et charges financiers. En 2019, ces derniers n'ont été constitués que de diverses opérations liées aux frais de commissionnement concernant les paiements par cartes bancaires (**2,2 k€**).

À noter : comme en 2015, Avignon Université - qui détient 2,2% du capital de la SATT Sud-est - a participé en 2019 à l'augmentation de capital de cette société à hauteur de **220 000 euros** qui ont été versés en son nom et pour son compte par l'ANR. Cette augmentation de capital n'a pas modifié la répartition du capital entre actionnaires et a été suivie d'une réduction de capital. Par application du principe de prudence, l'intégralité des titres de la SATT ont fait l'objet d'une provision. Au final, cette opération de recapitalisation est sans impact sur le résultat courant.

**Le résultat net comptable** mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Il s'obtient par différence entre les produits (comptes de la classe 7) et les charges (comptes de la classe 6) du compte de résultat.

En progression de **44,7 %** par rapport à 2018, le résultat net comptable de 2019 fait apparaître un excédent de **2,39 M€**.

## 4 L'analyse en mode GBCP

### 4.1 Les emplois

			Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT				En ETPT							
			Exécuté 2018	Budget initial 2019	Budget définitif 2019	Exécuté 2019	Exécuté 2018	Budget initial 2019	Budget définitif 2019	Exécuté 2019	Exécuté 2018	Budget initial 2019	Budget définitif 2019	Exécuté 2019
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	261,9	267,0	267,0	261,9					261,9	267,0	267,0	261,9
		CDI	1,6	2,0	2,0	2,0					1,6	2,0	2,0	2,0
	Non permanents	CDD	45,5	58,0	58,0	45,4	36,8	36,0	36,0	42,8	82,3	94,0	94,0	88,2
		Shtotal EC	309,0	327,0	327,0	309,3	36,8	36,0	36,0	42,8	345,8	363,0	363,0	352,1
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS												-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	222,8	233,0	233,0	223,4					222,8	233,0	233,0	223,4
		CDI	10,0	20,0	20,0	18,0	-	-	-	-	10,0	20,0	20,0	18,0
	Non permanents	CDD	14,1	5,0	5,0	5,0	52,1	64,0	64,0	67,1	66,2	69,0	69,0	72,1
		Shtotal BIATSS	246,9	258,0	258,0	246,4	52,1	64,0	64,0	67,1	299,0	322,0	322,0	313,5
Totaux			555,9	585,0	585,0	555,7	88,9	100,0	100,0	109,9	644,8	685,0	685,0	665,6
Rappel du plafond des emplois fixés par			639,0	639,0	639,0	639,0								

Le nombre d'emplois en ETPT s'est élevé en 2019 à **665,6** contre **644,8** en 2018 **(+ 20,8 ETPT)**, soit une augmentation de **3,2 %**. Il se situe largement sous le plafond de **685** voté par le conseil d'administration.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en hausse **(+ 6,3 ETPT)**, de même que ceux des personnels BIATSS **(+ 14,5 ETPT)**.

Globalement, le nombre de titulaires est particulièrement stable **(+ 0,6 ETPT)** pendant que le nombre d'agents contractuels augmente significativement **(+ 20,2 ETPT, dont 13,2 contrats financés sur le secteur recherche)**.

Les emplois sous plafond Etat connaissent une parfaite stabilité **(- 0,2 ETPT)** alors que le nombre des emplois sous plafond ressources propres croît significativement **(+21,0 ETPT)**.

### 4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé en 2019 **57,13 M€** d'autorisations d'engagement (AE), ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2019. Ce montant est supérieur de **1,9 M€ (+ 3,5 %)** à celui de 2018, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre **(+ 1,37 M€, soit + 3,0 % pour les dépenses de personnel, + 0,55 M€, soit + 7,5 % pour les dépenses de fonctionnement, - 0,01 M€ pour les dépenses d'investissement, soit - 0,4 %)**. **47,3 M€** d'engagements concernent les dépenses de personnels, soit près de **83 %** des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2019. Ils s'élèvent à

**56,17 M€**, soit **0,70 M€** de plus qu'en 2018, cette augmentation se répartissant entre personnel (**+ 1,31 M€**), fonctionnement (**+ 0,21 M€**) et investissement (**- 0,82 M€**).

L'écart entre les autorisations d'engagement (**57,13 M€**) et les crédits de paiement (**56,17 M€**) consommés s'élève à **0,97 M€**.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à **1,55 M€**. Ce montant correspond aux équipements acquis et aux travaux réalisés au cours de l'exercice.

Le solde budgétaire est très largement excédentaire et s'élève à **3,38 M€**.

Il est calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice. Ce résultat reste relativement proche de la variation de trésorerie (**+ 3,23 M€**), ce qui signifie que les opérations non budgétaires ont un impact limité, ce que confirme le tableau d'équilibre financier.

### Le taux d'exécution des AE

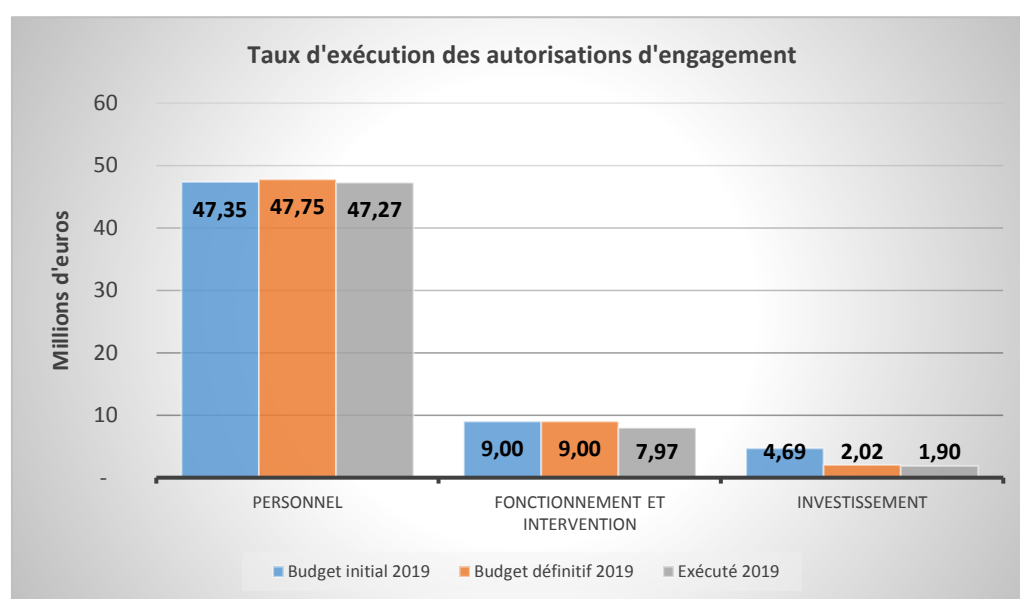


Figure 13

Le taux d'exécution des AE s'élève à **93,6 %** du budget initial et **97,2 %** du budget définitif, ce qui montre la qualité des prévisions budgétaires.



## Le taux d'exécution des CP

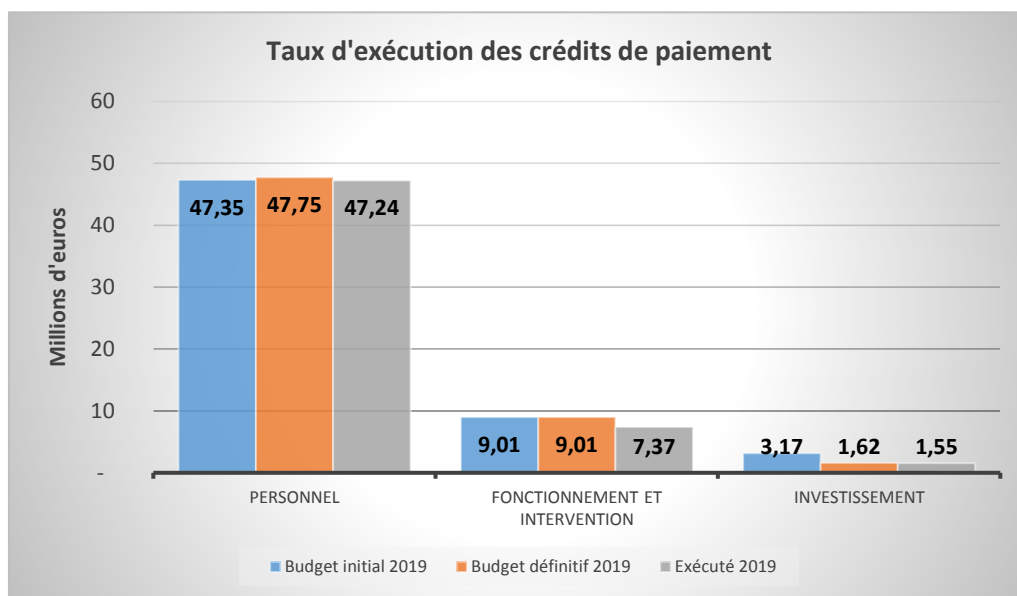


Figure 14

Le taux d'exécution des CP s'élève à **94,3 %** du budget initial et **96,2 %** du budget définitif

### 4.3 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que si le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est excédentaire de **3,38 M€**, celui de la seule fondation universitaire présente un déficit de **0,11 M€**, ce qui signifie que ses encaissements de l'année n'ont couvert qu'une petite part de ses dépenses. La fondation, en effet, comme le permet la réglementation, a mobilisé une partie de la part consommable de sa dotation pour faire face à ses charges, constituées majoritairement en 2019 de masse salariale (contrats doctoraux signés avec les lauréats des bourses Pierre Bergé et Jean-Henri Fabre).

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente - **0,15 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31/12/2019 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31/12/2019.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une hausse significative de **3,23 M€**.

## 5 La fondation universitaire

Après le départ de l'agent chargé de sa gestion et de son développement et suite au changement de statut, à la démission ou au décès d'un certain nombre de ses membres, le conseil de gestion de la fondation universitaire d'Avignon n'a pas été en capacité de se réunir pour délibérer sur un projet de budget pour 2019. Toutefois, comme cela a été spécifié à l'établissement par l'autorité en charge du contrôle budgétaire, l'absence de délibération de cette instance ne saurait être un obstacle à la mise en place du budget de la fondation universitaire. C'est la raison pour laquelle a été annexé au budget principal de l'université, un budget de la fondation universitaire qui lui a permis de faire face à ses dépenses de l'exercice.

Celles-ci se décomposent comme suit :

- coût chargé des rémunérations des contractuels doctorants titulaires des bourses Pierre Bergé et Jean-Henri Fabre : **112 k€** ;
- dépenses de fonctionnement des laboratoires hébergeant les doctorants lauréats : **49 k€**

Dans le même temps, et en l'absence de dons, ce sont la part consommable de la dotation (**50 k€**) et un prélèvement sur son fonds de roulement propre (**111 k€**) qui ont permis à la fondation d'équilibrer ses comptes en 2019.

## Glossaire

**Achats :** au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

**Autorisations d'engagement :** autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

**Bilan :** le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

**Capacité d'autofinancement :** la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

**Charges :** par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

**Charges à payer :** une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

**Charges calculées :** certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

**Charges de personnel :** voir *dépenses de personnel*

**Charges décaissables :** une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

**Charges patronales :** elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

**Compte de résultat :** le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

**Compte financier :** le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

**CPER :** un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

**Crédits de paiement :** les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

**CSG :** la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2019, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2019, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

**Dépenses de personnel :** le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

**Dotation aux amortissements :** la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

**Droits constatés :** la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

**Fonds de roulement :** le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

**GBCP :** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

**GVT :** Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

**LaPEC** : le laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

**Loi ORE** : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2019, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

**MESRI** : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

**Part consommable** : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

**Prestations internes** : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

**Produits** : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

**Produits encaissables** : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

**Programme pluriannuel d'investissement (PPI)** : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

**Rémunérations accessoires** : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

**Rémunérations principales** : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

**Ressources propres** : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

**Résultat** : différence entre les produits et les charges.

**Services à comptabilité distincte** : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

**Solde budgétaire** : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

**Subvention pour charges de service public (SCSP)** : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

**Taux d'exécution** : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

**Taux de réalisation** : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

**Trésorerie** : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.